
Philippe Gut

David Laven, *Venice and Venetia Under the Habsburgs, 1815-1835*, New York, Oxford University Press, 2002, 256 p.

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Philippe Gut, « David Laven, *Venice and Venetia Under the Habsburgs, 1815-1835*, New York, Oxford University Press, 2002, 256 p. », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 29 | 2004, mis en ligne le 29 juin 2005. URL : <http://rh19.revues.org/index709.html>

DOI : en cours d'attribution

Éditeur : Société d'histoire de la révolution de 1848

<http://rh19.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://rh19.revues.org/index709.html>

Document généré automatiquement le 29 janvier 2012. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Tous droits réservés

Philippe Gut

David Laven, *Venice and Venetia Under the Habsburgs, 1815-1835*, New York, Oxford University Press, 2002, 256 p.

Pagination de l'édition papier : p. 179-182

- 1 Cet ouvrage reprend les conclusions développées dans une thèse de doctorat soutenue à Oxford par David Laven, qui enseigne aujourd'hui l'histoire moderne à l'Université de Reading (Grande-Bretagne). L'auteur remet ici en question l'affirmation traditionnelle qui veut que la seconde domination autrichienne — après celle, éphémère, du tout début du siècle — issue du Congrès de Vienne qui confia à l'Autriche la Lombardie et la Vénétie devenues en 1815 le Royaume Lombard-Vénitien, partie intégrante de l'Empire, fut insupportable aux Vénitiens. La politique intérieure de ce gouvernement oppressif, contraire aux intérêts des Vénitiens, les aurait conduits à fomenter la révolution de 1848-49 pour secouer un joug devenu odieux au fil des années. David Laven invite le lecteur à nuancer cette appréciation et au terme de sa recherche, fondée sur une étude détaillée des archives de Vienne, Milan et naturellement Venise (mais aussi celles du *Foreign Office* à Londres pour ce qui concerne l'Empire d'Autriche), conclut que le régime imposé par l'Empereur François I^{er} de Habsbourg ne fut pas aussi négatif qu'on l'a longtemps cru et affirmé.
- 2 L'auteur part de la constatation selon laquelle les populations de la Vénétie témoignèrent d'une remarquable passivité au cours des années qui suivirent la Restauration, passivité qu'on ne saurait expliquer par la seule présence d'une police sourcilleuse, d'une censure pointilleuse, le quadrillage de garnisons militaires nombreuses, le tout sous l'autorité péremptoire du chancelier Metternich. Cette passivité doit beaucoup plus, selon David Laven, à l'administration juste et efficace du gouvernement de François I^{er}, sans doute quelque peu pesante mais qui agit, pense-t-il, dans l'intérêt des populations soumises. Et de rappeler au préalable les bouleversements politiques et administratifs, voire territoriaux, qui avaient marqué la période révolutionnaire et impériale pour remarquer que le gouvernement autrichien s'était interrogé sur le point de savoir s'il convenait de maintenir les réalisations napoléoniennes — dont les Vénitiens avaient mesuré le poids et les inconvénients tout autant que l'efficacité au service du pouvoir central — qui avaient certes fait leurs preuves ou s'il était préférable d'expérimenter d'autres modèles empruntés à ce qui se faisait ailleurs dans l'Empire des Habsbourg, afin d'en homogénéiser l'administration.
- 3 Après avoir évoqué les événements qui marquèrent la chute de La Sérénissime, l'expérience traumatisante de l'occupation étrangère, française puis autrichienne et à nouveau française, et avoir pris la mesure de l'héritage napoléonien, rappelant ensuite comment les Habsbourg avaient repris pied en Vénétie durant la Restauration (1813-1818), David Laven analyse de près ce que fut la nature du gouvernement autrichien durant les deux décennies au cours desquelles François I^{er} régna sur Venise et la Vénétie. Il mesure la place qu'occupait Venise dans la politique impériale, le poids de la fiscalité (il qualifie Venise et la Vénétie de « vache à lait » de l'Empire) et celui de la conscription. Il montre ce que fut la politique de maintien de l'ordre en Vénétie, comment le gouvernement de Vienne s'efforça de s'attacher les populations vénitiennes, en « fabriquant » de bons sujets (place accordée à l'enseignement), ce que fut le rôle de la censure, celui de la police et de la justice sans négliger celui de l'Église catholique. Si donc tout semblait pour le mieux dans le royaume lombard-vénitien, la question demeure de savoir pourquoi en 1848-49 les populations se sont soulevées contre leurs maîtres autrichiens. Autrement dit, les révolutions du Printemps des peuples dans le nord de la péninsule italienne ont-elles eu pour origine l'administration autrichienne telle qu'elle s'est exercée avant 1835 (année de la mort de François I^{er}) ou celle que pratiqua l'Empereur Ferdinand I^{er} son successeur ?

- 4 Pour David Laven la réponse ne fait pas de doute. Il pointe du doigt certaines faiblesses du gouvernement issu de la Restauration tout en mettant l'accent sur les aspects positifs de cette administration. Il souligne d'abord — ce que l'on savait déjà — que le nouveau système mis en place à la chute de l'Empire napoléonien devait plus à celui-ci qu'à l'Ancien Régime, avec ce mérite essentiel de n'être point belliqueux et, dans un premier temps, de se montrer moins vorace que le précédent. Il remarque aussi que la bureaucratie autrichienne avait bonne réputation, qu'elle était honnête et travailleuse et bien informée des désirs et besoins des Vénitiens, mettant à mal le vieux mythe d'une exploitation quasi-coloniale de la Vénétie. Il admet que la censure était lourde, mais qu'à considérer le reste de l'Italie, elle était, à Venise, plutôt moins pesante et tatillonne qu'ailleurs, et que de toute façon la plupart des Vénitiens étant illettrés ils ne pouvaient guère y être sensibles ! Il note que la police faisait preuve d'habileté et d'astuce et que le reproche fait aux Habsbourg d'avoir confié l'administration de cette province à des non-Italiens aurait pu être adressé déjà à l'Empire napoléonien. Il souligne en revanche que le gouvernement des Habsbourg s'attacha à développer l'Université de Padoue, créant donc des diplômés qui ne trouvaient pas d'emplois puisque les services publics étaient peuplés d'étrangers ! Contradiction évidemment fâcheuse. Sur le plan politique, l'auteur rappelle que les Vénitiens ne disposaient pas d'organe représentatif et avaient l'impression — erronée selon David Laven — de n'être point entendus ou écoutés. Il justifie l'absence de diète ou d'assemblée parlementaire par les expériences malheureuses tentées en d'autres provinces de l'Empire (en Hongrie notamment) : les raisons invoquées pour ne pas accorder de diète, note-t-il, étaient qu'elle aurait focalisé les résistances qui s'y seraient fait jour, qu'elle aurait accentué les rivalités régionales et, argument péremptoire, que les populations n'en réclamaient pas ! Il n'en demeure pas moins que le mécontentement au terme de plus de trois décennies de gouvernement autrichien était bien réel, ce dont David Laven ne disconvient pas. Il souligne toutefois que la Vénétie n'a pas connu la moindre agitation en 1820-21 ou en 1830-31, preuve que l'administration autrichienne était relativement bien tolérée, et que ce fut durant le règne de Ferdinand I^{er} que les choses se gâtèrent. Le mécontentement était dû, selon lui, à la lourdeur de plus en plus forte des impôts qui frappaient les paysans (impôt personnel ou *tassa personale*) ou les possédants aristocrates ou bourgeois (impôts fonciers) ainsi qu'à la conscription fort mal vue et supportée dans un pays qui n'avait jamais été soumis au service militaire. Pour notre part, nous ajouterons que les Vénitiens supportaient très mal l'appui donné par Vienne à Trieste au détriment de Venise sur le plan du commerce international, le marasme dans lequel s'était trouvée plongée la Sérénissime à la fin du XVIII^e siècle s'étant mué en une véritable débâcle économique à l'aube du XIX^e, à quoi les Habsbourg n'apportèrent aucun remède. Il y eut en outre durant les treize années du règne de Ferdinand une conjonction d'éléments désastreux : l'incapacité politique de l'Empereur à maîtriser les conflits larvés entre Kolowrat et Metternich à la tête de l'État qu'il ne sut arbitrer, générant un immobilisme préjudiciable, une situation économique et financière catastrophique qui atteignit son apogée avec la crise agricole de 1848. Bilan : famine, chômage, ruine et finalement révolution.
- 5 David Laven analyse enfin les composantes et la nature spécifique de l'opposition vénitienne au pouvoir autrichien. L'importance, malgré tout, de la presse à laquelle la bourgeoisie ou l'aristocratie vénitienne n'était pas insensible, ou l'influence d'un homme comme Cataneo ; celle du particularisme vénitien qui demeurait très fort mais ne jouait pas d'abord en faveur de l'unification de la péninsule au sein de laquelle les Vénitiens redoutaient d'être dominés ; un changement s'opéra pourtant alentour de 1840 quand une solidarité se fit jour avec les Milanais, notamment en janvier 1848 lors de la « grève du tabac ». Le rôle du clergé ne fut pas négligeable non plus, qui se fit l'écho fidèle des idées « progressistes » de Pie IX au tout début de son pontificat. En somme le gouvernement de Vienne eût pu faire l'économie de la révolution de 1848 s'il n'avait pas été sourd aux revendications plutôt modérées des Vénitiens, qui ne demandaient pas à être détachés de l'Empire mais souhaitaient une redéfinition de leur relation avec le pouvoir central — ce dont témoignèrent les interventions vénitiennes au Congrès scientifique de 1847 et les demandes de la Chambre de commerce. Et David Laven déplore que la pétition de Manin en faveur de l'autonomie de Venise ait abouti à l'arrestation de

Manin et de Tommaseo. De sorte que le sentiment pro-piémontais très faible au départ prit de l'ampleur face à l'autoritarisme du gouvernement de Vienne. Et David Laven de conclure (ce qui ne plaira pas à tout le monde) que le départ des Habsbourg de la péninsule en 1859 d'abord en 1866 ensuite doit plus à l'intervention des Français ou des Prussiens qu'aux sentiments anti-autrichiens exprimés par les Italiens en général et les Vénitiens en particulier.

- 6 Au total, une étude intéressante qui nuance fortement en les affinant, sans les remettre complètement en question, les connaissances qu'on avait sur la présence autrichienne en Vénétie à l'époque du *Risorgimento*. On aurait pu souhaiter des développements plus fouillés néanmoins sur la question économique, l'exploitation des provinces italiennes de l'Empire d'Autriche demeurant une réalité incontournable, facteur avéré de l'hostilité croissante des Vénitiens à l'égard de Vienne.

Pour citer cet article

Référence électronique

Philippe Gut, « David Laven, *Venice and Venetia Under the Habsburgs, 1815-1835*, New York, Oxford University Press, 2002, 256 p. », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 29 | 2004, mis en ligne le 29 juin 2005. URL : <http://rh19.revues.org/index709.html>

Droits d'auteur

Tous droits réservés

Licence portant sur le document : Tous droits réservés